Document généré le 12 oct. 2024 02:48

XYZ. La revue de la nouvelle

Libertad

Gérard Pourcel

Numéro 111, automne 2012

Totalement libre : écrivains du Saguenay—Lac-Saint-Jean

URI : https://id.erudit.org/iderudit/67122ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Publications Gaëtan Lévesque

ISSN

0828-5608 (imprimé)
1923-0907 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Pourcel, G. (2012). *Libertad*. *XYZ. La revue de la nouvelle*, (111), 43–46.

Tous droits réservés © Publications Gaëtan Lévesque, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Libertad

Gérard Pourcel

Je vis dans un pays de merde. *Un país de mierda*. Un pays oublié par CNN et par tous les médias de ce monde, un pays dont personne ne parle. Une île perdue quelque part. Une île qui n'a plus d'âme. Les premiers occupants, les Indiens arawaks, y furent tous assassinés à l'arrivée des Espagnols. Puis, les peuplements s'y sont succédé. Il y a certainement du sang indien qui coule dans mes veines, du sang des conquérants espagnols, du sang noir des esclaves importés d'Afrique, du sang des planteurs de café français chassés d'Haïti et qui violaient nos mères. Comme mon pays, à force d'être métissé, je ne suis plus personne.

Les passions de mon île sont le baseball, les révolutions, la corruption et le trafic de la drogue. On ne retient même plus les noms des présidents-à-vie portés au pouvoir par des factions armées rivales et qui se renversent les uns les autres au bout de quelques mois. Le temps de cacher une fortune vite acquise dans des paradis fiscaux. Le seul nom qui nous honore, c'est celui de Juan Pedro González y Gomez. Une icône internationale du baseball, à la retraite depuis des années.

Ici, au village, tout semble figé, entre soleil, vent et poussière. Certains après-midi torrides, un âne, dérangé par le passage silencieux d'une voiture de luxe aux vitres obscurcies, se met à braire. Un vieillard, aveuglé par le soleil, cligne des yeux et retrousse son chapeau pour apercevoir un avion bimoteur qui s'envole des hauts plateaux dominant la mer. Le village est à la frontière des territoires du cartel des Sánchez et de celui du vieux Paco Ramírez, un des financiers de l'actuel général président.

Juan Pedro González y Gomez est originaire d'ici, San Cristóbal de las Rocas. Son nom a été donné au stade le plus minable du pays, un vaste terrain vague délimité par une série hétérogène de panneaux publicitaires et politiques en

bois, repeints à neuf au rythme des coups d'État. Seul le rouge vif de Coca-Cola se délave en un orangé pisseux.

J'assiste aux matchs de baseball. Ici, il vaut mieux faire comme tout le monde. C'est peut-être pour me rassurer d'être encore vivant que je me mêle à la foule bigarrée du village qui, chaque semaine, processionne vers le stade. De nombreux aficionados arrivent en tenant par la bride des chevaux étiques tirant des charrettes bondées d'enfants indisciplinés et de femmes drapées de couleurs vives. Elles arborent des chapeaux de paille démesurés ou se protègent du soleil sous de vieux parapluies en guise d'ombrelles. De jeunes hommes, aux jeans moulants et suggestifs, enfourchent de vieilles motos, une jeune femme exagérément maquillée collée à leur dos, assise en amazone. Ils sont peu nombreux les villageois qui arrivent au volant de Buick ou de Chevrolet des années soixante d'où s'extirpent des foules semblables à celles sortant d'un autobus. Chez nous, la pauvreté est endémique et la maigre richesse se partage.

Ce jour-là, il y a quelques mois, le village était en fièvre, on soulignait la venue, de moins en moins fréquente, de Juan Pedro González y Gomez. Mon frère cadet, qui était alors le maire du village, devait procéder à la mise en jeu à titre de lanceur. El Chico Gomez, comme on l'appelle affectueusement ici, avait sorti sa Louisville Slugger qui avait appartenu à Jackie Robinson des Dodgers de Brooklyn, le premier Noir américain à avoir joué dans une ligue majeure. Il le jurait.

Très droit, sa crinière blanche étincelante encadrant ses traits burinés par des années de soleil, el Chico était entré sur le terrain, sa Slugger animée d'un léger mouvement de balancier. Les cris, les sifflements et les applaudissements des spectateurs avaient fusé. Quelques notes un peu anarchiques d'un orchestre de cuivres avaient suivi. Lorsque el Chico avait assuré son assise, légèrement accroupi, comme un félin en attente, tous avaient retenu leur souffle. Seul un coq, au loin, lui avait manqué de respect… Une première balle. Une seconde balle. Puis, sur le troisième lancer, clac ! Certainement un coup de circuit. El Chico, malgré son âge, n'avait rien perdu

de sa fougue. La balle s'était élevée. Des centaines de paires d'yeux incommodés par le soleil avaient suivi sa trajectoire. Les cris et les applaudissements avaient envahi tout le stade.

Clac, clac, clac, clac, clac, clac, comme si le choc de la balle sur la Louisville Slugger avait été répercuté par l'écho de la montagne. El Chico arrêta net sa course vers le marbre. Puis retentirent deux ou trois explosions. Des hommes en armes s'engouffrèrent dans trois ou quatre voitures, limousines et VUS, surgies de nulle part. On y hissa prestement quelques corps ensanglantés. Crissements de pneus. Les voitures s'effacèrent dans un nuage de latérite. La foule se dispersa dans le plus grand désordre. Tout se passa très vite. Aux cris et à la panique collective succéda un silence de plomb, troublé de temps à autre par les aboiements des chiens errants attirés par l'odeur du sang et chassés à coups de pied par les rares personnes qui étaient restées pour prêter secours aux blessés ou charger des cadavres sur des charrettes.

Debout, statufié, Juan Pedro González n'avait pas bougé. Cet homme fier pleurait, seul au milieu d'un stade désert. À ses pieds, comme une mangue tombée d'un arbre, il l'aperçut. Il aurait pu marcher dessus. Il la cueillit avec précaution, la dégoupilla. Un lancer qui aurait soulevé l'enthousiasme des foules. La grenade explosa, loin, loin, très loin, près de l'annonce publicitaire de Coca-Cola qui se macula d'une bouillie de chair et de débris rouge carmin. Un chien errant s'était couché, là, à l'ombre du panneau.

Les policiers du district arrivèrent deux jours plus tard. L'enquête piétina. Elle ne donna aucun résultat. Le village se tut. San Cristóbal del Silencio. L'hebdomadaire de la région, dans un court article, conclut à une rixe entre deux bandes locales de voyous, ayant fait quelques blessés. La presse nationale demeura muette. Mon frère démissionna de sa fonction de maire. L'un et l'autre désœuvrés, nous prîmes l'habitude de nous retrouver, l'après-midi, à la terrasse d'un restaurant du *zócalo*. Nous y jouions aux dominos.

Un jour, alors que mon frère et moi prenions l'apéritif, un photoreporter états-unien vint s'asseoir à notre table. Pourquoi

lui avoir raconté ? Tout : la pauvreté, les dizaines de morts, les centaines de blessés, l'odeur du sang, la police corrompue, les narcotrafiquants, les politiciens véreux… Mon frère maintint tout au long de l'entretien un silence réprobateur. Le jeune photoreporter me promit de m'envoyer son magazine.

Il tint promesse. On nous y voit dans un médaillon en première page. La manchette est entièrement consacrée à la révolution libyenne. Notre photographie est reprise, pleine grandeur cette fois, en page vingt-cinq, section tourisme. Nous sommes à la terrasse du Naranja Azul, au milieu du *zócalo*, avec l'église en fond de scène. On y lit ce bref commentaire : « Voyager autrement. La quiétude d'un après-midi à San Cristóbal de las Rocas ; deux retraités palabrent en toute liberté. »